



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 BÉTHUNE

BÉTHUNE, le 10/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARDO-VIOLAINES SAS**

**CHEMIN DE LA COCHIETTE  
62138 Violaines**

Références : B<sup>A</sup>-205-2023  
Code AIOT : 0007000666

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2023 dans l'établissement ARDO-VIOLAINES SAS implanté Chemin de la Cochiette 62138 Violaines. L'inspection a été annoncée le 03/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été effectuée suite au départ d'incendie qui s'est produit au niveau d'une zone de chantier sur le site exploité par la société ARDO à Violaines.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARDO-VIOLAINES SAS
- Chemin de la Cochiette 62138 Violaines
- Code AIOT : 0007000666
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso



- IED : Oui

La société ARDO VIOLAINES SAS a pour activité la surgélation de légumes. Les produits majoritairement traités sur le site de Violaines sont les oignons, les pois, les haricots et les choux (choux fleurs et choux de Bruxelles).

En fonction du type de légumes, les opérations suivantes peuvent être effectuées :

- coupe, pelage, triage...
- lavage
- blanchiment
- surgélation
- calibrage
- conditionnement

Les bâtiments existants sont composés principalement d'un hall de préparation, d'une zone de blanchiment, de zone de surgélation, d'une zone de conditionnement, de chambres froides.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite suite départ incendie sur la partie du site en chantier

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des accidents/incidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cause de l'incendie reste indéterminée. Il peut s'agir soit des suites d'une intervention sur point chaud ou de la défaillance d'un système équipé d'un cordon chauffant.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les conclusions de l'enquête menée à la suite de ce départ de feu.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des accidents/incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées ; un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le 03 juillet 2023 sa première analyse de ce début d'incendie survenu sur la zone chantier le 30 juin 2023.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les conclusions de l'enquête menée à la suite de ce départ de feu.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

